



EDITO

Chers membres du réseau,

Nous arrivons au terme d'un cycle de trois ans d'animation structurée autour de temps de formations et d'échanges dans le but de sensibiliser et d'accompagner la montée en compétences des acheteurs publics en Normandie.

Cette année 2017 a été marquée par une extension de l'activité du RAN COPER à l'échelle de la grande Normandie et par l'émergence d'une gouvernance élargie dans le Comité de pilotage du réseau.

Des acteurs fortement impliqués dans la vie du réseau ont travaillé collectivement à écrire une nouvelle feuille de route du RAN COPER pour toujours mieux répondre aux enjeux de la commande publique et à vos besoins en tant qu'acheteurs publics. Le maître mot de cette nouvelle dynamique : « passer à l'action ! »

Nous vous donnons donc rendez-vous l'année prochaine pour agir ensemble dans le cadre de groupes-projet opérationnels !

Je vous souhaite une bonne lecture et de belles fêtes de fin d'année.

Sylvain PERRILLAT - ADEME Normandie
Ingénieur consommation durable et gaspillage alimentaire - Ingénieur territorial

Les Brèves du RAN COPER

Retour sur l'atelier régional du 23 novembre dernier

« Achats publics locaux et de qualité en restauration collective... On fait le point sur les nouveautés et perspectives ! »



Le 23 novembre dernier à la Chambre d'agriculture du Calvados à Caen, plus de 60 personnes ont participé à l'Atelier technique dédié à « La restauration collective, l'achat local et de qualité ». Les participants ont pu échanger sur ce thème au travers du cadre réglementaire, des outils existants, de l'offre présente en région Normandie et des retours d'expériences d'intervenants mais aussi des participants par un travail en sous-groupes.

Accédez au programme et aux présentations de l'Atelier Régional >>

Les réseaux et acteurs normands unissent leurs forces pour des achats publics et privés socialement responsables !

Le 9 novembre dernier à la CCI de Caen, le GIE Norm'Handi organisait le « Salon des ESAT (Etablissement de Service et d'Aide par le Travail) et Entreprises Adaptées (EA) de Normandie ».

Une journée d'échanges et de rencontres offrant la possibilité aux donneurs d'ordres tant publics que privés de découvrir des leviers permettant, à travers leurs achats, de répondre à leurs obligations d'emploi de personnes en situation de handicap et de déployer concrètement leurs engagements en matière de Responsabilité Sociétale (RSE). Des forums et des stands métiers permettant aux acheteurs de réaliser leur sourcing auprès des opérateurs présents sur la région.

Sylvie CALENTIER, Responsable de la Direction des Marchés Publics, et Sophie DEMARE, Responsable Marchés Publics de la Métropole Rouen Normandie, fortement engagées dans le RAN-COPER, ont porté la voix du réseau et des acteurs publics dans le cadre du forum « Acheteurs et fournisseurs responsables : un partenariat pour l'avenir ».

Un grand merci à elle ! Rappelons que par le biais de l'Article 361 du Décret du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics, les acheteurs publics ont la possibilité de réserver des lots ou des marchés aux ESAT et EA. Une belle opportunité par ailleurs de relocaliser vos achats auprès d'opérateurs proches de chez vous, de façon sécurisée juridiquement !

Pour passer à l'action et identifier ces acteurs en capacité de répondre à vos consultations, rendez-vous sur le site du GIE Norm'Handi pour découvrir les biens et prestations de services produits sur vos territoires !

plus d'informations sur www.gienormhandi.fr >>

Bientôt une charte nationale de la commande publique durable

Conformément aux objectifs du Plan National d'Actions pour des Achats publics durables (2015-2020), une charte pour la commande publique durable sera prochainement diffusée.

Elle a fait l'objet d'un travail en commun avec les réseaux régionaux d'acheteurs publics responsables tel que le RAN COPER. Cette démarche sera sans doute l'occasion en 2018 pour les acteurs engagés dans le réseau de réaffirmer et valoriser leur engagement pour les achats responsables au travers d'un document national de référence !

L'équipe d'animation sera aux côtés des structures volontaires pour orchestrer et faciliter la signature de ce document !

Retour d'expérience

Interview/retour d'expérience – Lycée Marcel Mezen

La coordination des lycées normands pour des approvisionnements plus vertueux !

Alors que la Région Normandie coordonne le plan d'actions « Je mange normand dans mon lycée », l'implication des gestionnaires d'établissements apparaît plus que jamais comme un facteur de succès des démarches d'achats responsables et favorables aux filières locales !

Autonomes dans la gestion de leurs achats, les gestionnaires des lycées normands peuvent aujourd'hui s'appuyer sur des dispositifs de formation, d'accompagnement, de mutualisations de procédures et de moyens logistiques proposés par la Région afin d'encourager des approvisionnements plus responsables. Les travaux de Benjamin DUPUIS, Adjoint-gestionnaire du Lycée Marcel MEZEN, rappellent cependant toute l'importance de l'engagement des équipes des lycées pour que la prise en compte des enjeux sanitaires, environnementaux et sociaux soit effective.

« Dès 2015, nous avons renforcé la coordination entre l'équipe de gestion et les équipes techniques (restauration, maintenance, entretien...) pour conduire des approvisionnements plus vertueux et mieux anticiper les évolutions réglementaires (gaspillage alimentaire, 0 phytosanitaire, performances énergétiques des bâtiments, gestion des déchets) ».

Pour le lycée Marcel MEZEN, dont le budget global s'élève à 1,3 millions d'euros pour un peu plus de 410 élèves accueillis, travailler sur les performances environnementales et sanitaires des achats n'a pas été synonyme de succès ! (Cibers par exemple, usage de nettoyeurs à vapeur associés aux produits de nettoyage écolabellisés, le recours à des solutions plus performantes dans la maintenance des bâtiments (systèmes d'éclairage, isolation), la limitation de la production de déchets (vente de matériel conformément à la réglementation en matière de Déchets d'Équipements Électriques et Électrothermiques, limitation du gaspillage et de l'usage d'emballages jetables pour la restauration) ...

« En matière de restauration collective, c'est bien une démarche coordonnée qui nous a permis de lever les freins techniques et juridiques en matière de commande publique et d'obtenir de très bons résultats en matière d'approvisionnements bio, de qualité et relocalisés ».

> **Coordination entre établissements d'abord** ! La constitution d'un groupement de commandes (Art. 26 de l'Ordonnance du 23/03/16) entre plusieurs lycées et collèges ayant structuré et harmonisé les procédures et méthodes... Par exemple pour définir des objectifs ambitieux en matière de « Bio » et de « local » au regard des savoir-faire des filières normandes, évaluer précisément les besoins des établissements et renforcer l'attachement (Art. 12 du Décret du 25/03/16) pour arriver à un accord-cadre ouvert aux opérateurs locaux. La cartographie des besoins et le sourcing ayant ouvert la porte au doublage des lots « conventionnels » par des lots « bio », mais aussi à la définition de lots dont l'objet concerne expressément les « viandes fraîches issues de circuits courts de distribution ».

> **Coordination des équipes techniques ensuite** ! Les formations proposées aux équipes de cuisine ont permis de découvrir les intégrations possibles des gammes bio disponibles en Région, de rassurer sur la capacité des filières locales à assurer les approvisionnements en restauration collective, conformément aux contraintes sanitaires.

Notons que pour l'attribution de cet accord-cadre composé de 10 lots et d'une durée d'un an, le critère « prix » (Art. 62 du Décret du 25/03/16) est passé de 60 à 30% ! Le critère « qualité » est quant à lui passé de 30 à 50 %. De nouveaux critères « qualité de service » (performances des livraisons) et « performances environnementales » complètent le tout ! La performance environnementale étant elle-même évaluée sur la capacité des candidats à proposer des conditionnements réutilisables et sur le niveau d'engagement des exploitations au regard de la certification « Haute Valeur Environnementale » (HVE) en matière d'agriculture...

« Les filières locales ont très bien répondu et nous avons tenu les prix ! La volonté aujourd'hui est clairement d'aller plus loin dans le prochain marché. Notamment par le biais de variantes (Art. 58 du Décret du 25/03/16) permettant de valoriser les nombreuses plus-values sociétales des acteurs régionaux... »

En savoir plus ?
Contact : Benjamin.Dupuis@cc-caen.fr / tel : 02 33 29 49 61

Et ailleurs

>> **La parole des réseaux portée au CESE**

Auto-séisme du CESE : la commande publique responsable : enjeux et actions

La délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques du Conseil Economique Social et Environnemental réalise actuellement une étude d'évaluation des actions publiques déployées par le Plan National pour les Achats Publics Durables, et plus largement des différents dispositifs existants pour favoriser l'achat public durable. Cette étude cherchera à faire émerger diverses pistes permettant d'accélérer la transition vers une commande publique plus responsable d'ici la prochaine décennie.

Frédéric Bazille - Chef de projet "achats responsables" à l'APESA et co-animateur du réseau RAN-COPER - a été auditionné le 26 septembre : merci à Frédéric d'avoir porté la voix de notre réseau régional !

En savoir + et consulter les auditions >>

Ressources Utiles

Guide d'accompagnement de la Maitrise d'ouvrage et de la Maitrise d'œuvre
DEMOQUES / ADEME / Récylum (novembre 2017)

Ce document vise à accompagner la Maitrise d'ouvrage et le cas échéant la Maitrise d'œuvre par délégation, à formuler ses attentes en matière de « déchets » dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et les contrats cadres de Maitrise d'œuvre et/ou d'Entreprises de travaux. Ce guide porte principalement sur la gestion des déchets du second d'œuvre issus de chantiers de démolition, réhabilitation lourde et curage de balle importante.

En savoir + et télécharger le document >>

"Vos achats responsables avec l'écocollaboratif : simplicité et fiabilité"
ADEME (septembre 2017)

Ce mémo pratique vient d'être édité par l'ADEME pour fêter les 25 ans de l'Écolabel européen ! Il contient un zoom consacré pour rappeler les intérêts techniques et juridiques au regard des nouveaux cadres de la Commande Publique.

En savoir + et télécharger le document >>

"La fonction achats dans les EPCI : vers une performance des achats ?"
AdCF / ADGCF / UGAP / Chaire Optima (avril 2017)

L'achat public : une fonction en pleine maturation !
Une enquête actualisée pour savoir comment ça se passe pour vos collègues dans les autres EPCI.

En savoir + et télécharger le document >>

L'Institut de Formation de l'Environnement (IFORE) propose pour 2018 une nouvelle session de sa formation dédiée aux achats publics responsables : "Intégrer la responsabilité sociale et environnementale à la commande publique"

La nouvelle session de la formation ADEME / RAN-COPER aux "achats publics durables" est en cours de programmation pour le premier semestre 2018.

En savoir plus sur le programme et les dates >> Bientôt des infos sur votre site RAN-COPER >>

www.ran-coper.fr

